

Chers invités d'honneur,

Le palais impérial de Charlemagne fait aussi bien partie de l'histoire de l'Allemagne que de l'histoire de France. Le roi des Francs puis empereur a un rôle-clé dans l'identité pan-européenne. On fait souvent appel à des lieux symboliques et à notre histoire culturelle commune en Europe pour invoquer une future solidarité européenne. Mais cela ne sera pas suffisant pour trouver des solutions aujourd'hui, car les défis de notre époque prennent de plus en plus d'ampleur et nous imposent des réponses communes.

Comment allons-nous réaliser le prochain pas en avant pour l'unification de l'Europe ? Comment l'Europe peut-elle développer une capacité d'action qui garantisse une plus grande indépendance, nécessaire face aux Etats-Unis, en particulier à la lumière de la récente décision du président américain à propos de l'accord avec l'Iran ? Comment l'Allemagne et la France peuvent-elles donner des impulsions positives et contribuer à élaborer des concepts communs à tous les partenaires de l'Union Européenne ?

A la mairie d'Aix-la-Chapelle, qui a été construite sur les fondations du palais royal de Charlemagne, c'est avec une grande joie que je salue la personne qui donne actuellement la plus grande impulsion à l'Europe d'aujourd'hui, le lauréat du Prix Charlemagne 2018, le président de la République française, son Excellence Emmanuel Macron.

Nous sommes très heureux de la présence de la chancelière de la République fédérale d'Allemagne et nous la remercions d'avoir accepté de tenir un discours très attendu aujourd'hui. Bienvenue à la lauréate du Prix Charlemagne de l'année 2008, Madame Angela Merkel.

Nous accueillons chaleureusement sa majesté le Roi Felipe VI d'Espagne.

Nous saluons la présidente lituanienne, lauréate du Prix Charlemagne de l'année 2013, Madame Dalia Gribauskaitė et le Premier ministre du Grand-Duché du Luxembourg, Monsieur Xavier Bettel.

Nous nous réjouissons de la présence du Premier ministre bulgare Monsieur Boïko Borissov et du Président de la République d'Ukraine, Monsieur Petro Porochenko.

Le professeur Timothy Garton Ash, lauréat de l'année 2017, nous fait l'honneur de sa présence, ainsi que le lauréat de l'année 2015, l'ancien président du Parlement européen, Monsieur Martin Schulz.

Nous saluons chaleureusement le lauréat de l'année 2011, Monsieur Jean-Claude Trichet et le lauréat de l'année 2007, Monsieur Javier Solana Madariaga.

Nous saluons particulièrement le président de la Banque centrale européenne, le professeur Mario Draghi, ainsi que son Excellence, le vice-président de la Commission européenne, Monsieur Frans Timmermans, et le président de la Cour de justice des communautés européennes, Monsieur Koen Lenaerts.

Nous souhaitons chaleureusement la bienvenue à notre ministre-président Monsieur Armin Laschet, aux ministres fédéraux et aux ministres du Land présents, au président du Landtag et aux représentants de nos pays voisins, les Pays-Bas et la Belgique.

Comme chaque année, nous recevons de nombreux membres du corps diplomatique de toute l'Europe. Nous leur souhaitons chaleureusement la bienvenue, ainsi qu'aux représentants des Églises et des Communautés religieuses présents aujourd'hui. Et vous tous, Mesdames et Messieurs, je vous salue bien chaleureusement à l'occasion de la remise du Prix international Charlemagne 2018, à Aix-la-Chapelle.

Charlemagne déjà percevait les défis mais aussi les atouts que représente la diversité culturelle et linguistique en Europe. Mais comment une structure européenne si complexe peut-elle faire tenir le tout si bien ensemble ? Cette question n'en est pas moins pertinente après tant de siècles. Au contraire, elle devient plus importante si l'on considère d'une part les grandes catastrophes du siècle dernier, et d'autre part les défis mondiaux actuels.

Avec le Prix Charlemagne, nous distinguons donc tous ceux qui remplissent cette tâche d'élaboration, chacun de manière différente. Monsieur le Président, grâce à votre approche de la politique européenne, vous avez montré un chemin qui n'a de cesse de nous impressionner, nous, le Directoire de la Société pour la remise du Prix Charlemagne, ainsi que beaucoup d'Européennes et d'Européens. Et tout cela à une vitesse impressionnante,

avec en même temps une profondeur de contenu et une présence qui nous encourage. Nous vous exprimons nos remerciements et notre respect.

Un extrait de cette politique figure dans votre discours que vous avez prononcé à l'Université de la Sorbonne. La journée d'aujourd'hui nous offre l'occasion de poursuivre ce chemin non seulement dans un lieu historique, mais aussi dans un lieu universitaire équivalent : ici, lors de la cérémonie, mais aussi par la suite, dans la plus grande salle de conférence de l'Université Technique d'Aix-la-Chapelle, en discutant avec les jeunes étudiants. Vous pouvez légitimement vous attendre à ce que votre position trouve ici un large écho. Nous n'attendons pas de réponses définitives de l'échange que nous voudrions instaurer ici à Aix-la-Chapelle, mais plutôt un jalon sur un long chemin, mais aussi un engagement de tous les participants à un discours loyal et des contributions aussi concrètes que possible au dialogue que vous avez initié.

Imaginons juste un instant que ce n'est pas seulement le Président Macron qui propose une large palette de propositions constructives pour la poursuite du développement de l'unité de l'Europe, comme il l'a fait à mainte reprise, mais également tous les autres chefs d'Etat et de gouvernement de l'Europe qui s'attellent à cette tâche : avec des propositions propres pour le développement d'un système universitaire européen, pour une économie durable, pour donner aux transformations liées au numérique une dimension européenne, pour une politique africaine commune, pour une souveraineté et une sécurité européenne, et aussi pour le développement des aspects fiscaux et organisationnels. Je ne prétendrais pas que ces propositions ne concernent pas certains aspects défendus par les représentants des intérêts nationaux. Seul le silence n'est pas acceptable car il s'agit de notre Europe commune.

Bien que je nourrisse l'espoir que celles-ci puissent aboutir, au moins en partie, parce qu'elles doivent réussir, je suis néanmoins déçu par un grand nombre de réactions rencontrées précédemment, auxquelles une approche constructive fait défaut. Une cascade de reflexes de tous les groupes de pression imaginables s'opposent à chaque proposition de réforme allant dans le sens du bien commun. Un discours comme celui de la Sorbonne n'est pas discuté dans son intégralité mais seulement de façon fragmentaire, comme par exemple le budget de la zone euro. Ce discours est dépecé par les médias et ainsi réduit à néant. Cela apparaît de façon d'autant plus arrogante que les fossoyeurs des

propositions ne tentent même pas de présenter une perspective propre à l'avenir de l'Europe.

Le plus fort intérêt à cet avenir de l'Europe provient de la jeunesse. La génération étudiante Erasmus connaît la valeur de la liberté, et le Prix Charlemagne pour la Jeunesse, qui a été à nouveau attribué il y a deux jours, affiche de magnifiques projets provenant de l'ensemble du continent. La prise de conscience des réalisations de la voie de l'Union Européenne suivie jusqu'à présent est importante, et la reconnaissance pour la paix, la liberté et la démocratie se manifeste par une implication active de ces jeunes. La jeunesse de l'Europe est totalement convaincue d'une chose : elle ne veut pas être la génération qui a laissé l'Europe se mettre en danger. Elle veut être la génération du renouveau de l'Europe.

Les femmes et les hommes se montrent ainsi plus flexibles et plus internationales que nos systèmes de formation. Nous avons ici le devoir de moderniser nos structures : avec des échanges accrus et intensifiés entre écoles et entre universités, avec des diplômes multilingues communs dépassant les frontières nationales, avec l'idée de l'université européenne, avec des projets de recherche qui abordent en réseau des thèmes encore plus pertinents, si les avantages potentiels peuvent être aussi significatifs pour toute l'Europe. La force et la souveraineté de l'Europe se décideront à long terme sur cette question : disposons-nous de suffisamment de courage et de vision pour trouver des solutions aux questions sur lesquelles l'avenir se joue.

Il existe suffisamment de tâches : notre niveau de vie est élevé mais pas durable. Comment parviendrons-nous à maintenir notre train de vie prospère sans détruire les ressources de notre planète ? Comment, par exemple, élaborer la stratégie commune d'une politique européenne de l'énergie et la mettre en pratique ? Malheureusement, nous sommes encore loin d'avoir défini une telle stratégie, sans parler de sa mise en œuvre. La poursuite de l'utilisation du charbon est une impasse, de même que l'utilisation de l'énergie nucléaire. Habitant dans une région proche de la centrale nucléaire de Tihange près de Liège dont la sécurité n'est pas complètement garantie, nous nous sentons directement concernés et nous sommes préoccupés par cette problématique. Mais si l'approvisionnement doit se faire sans charbon ni énergie nucléaire, alors nous nous trouvons face à une tâche de dimension

véritablement européenne. Certes, il existe un grand projet commun dans le domaine de la fusion nucléaire, mais il reste beaucoup à faire dans le domaine de l'économie de l'hydrogène et du stockage des énergies renouvelables, parce que c'est la manière plus réaliste pour trouver de bonnes solutions techniques dans un proche avenir.

L'Europe doit montrer sa force, même là où il s'agit de savoir si des stratégies, comme par exemple dans la politique énergétique, peuvent continuer à être dominées par les intérêts économiques des grandes entreprises énergétiques, souvent avec la participation de l'Etat. A mon avis, cela fait partie de la souveraineté et de la transparence, et il nous faut un nouveau chemin qui conduit l'Europe dans une nouvelle direction.

Faire preuve de force signifie aussi, comme dans l'accord avec l'Iran, ne pas remettre en question sa propre position du maintien de la paix même si, en dehors de l'Europe, se produit un changement d'orientation.

Parmi les options européennes communes, il faut favoriser les thèmes dont les causes et les effets ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. C'est le cas de l'énergie et de la protection du climat, mais aussi des questions de pollution atmosphérique, de sécurité des installations industrielles et des centrales nucléaires, de la politique migratoire, de la politique de sécurité et de défense, du maintien de la paix au sein de l'Europe et de la politique économique et financière commune.

Un point litigieux souvent abordé par les médias est la question des flux financiers, qu'il s'agisse des contributions, des fonds de soutien, des fonds d'intervention d'urgence ou des garanties de dépôt. Lorsque l'on parle argent, l'amitié est vite mise en cause, et par conséquent il est nécessaire d'accorder un soin particulier à ce sujet et de se garder de réactions irréfléchies.

Nous avons besoin d'une extension du système de protection contre les crises, qui corresponde plus qu'auparavant aux risques de l'économie européenne dans son ensemble. Et celui qui prend les plus grands risques doit assurer une protection proportionnée.

Responsabilité et risque vont toujours de pair. Si cette relation est garantie, alors une prévention des crises à l'échelle européenne et à terme solidaire est parfaitement justifiée. Dans le même temps, les processus qui, dans le détail,

ont fait leur preuve pour assurer une stabilité doivent être pris en considération, comme par exemple la protection institutionnelle telle que nous la connaissons en Allemagne, aussi bien auprès des caisses d'épargne que des banques coopératives. Mais cela ne marche que si c'est décentralisé et par conséquent n'aura du succès que si à chaque fois on combine le meilleur de tous les systèmes pris dans leur ensemble.

Cela devient donc particulièrement compliqué lorsqu'il s'agit d'argent. Mais si cela réussit, alors la stabilité renforcée de nos systèmes permettra à l'Europe de tenir une place très avantageuse dans la compétition mondiale.

Souvent, ce sont des peurs profondément ancrées qui empêchent un débat rationnel. Pendant qu'en Allemagne des opérations excessives de transferts financiers constituent un grand sujet d'inquiétude, en France on a peur de modifier les accords existants. Et dans les Etats actuellement financièrement plus forts, un préjugé à la vie dure : les pays du sud de l'Europe ne feraient pas d'efforts pour réformer leur propre économie lorsque la communauté leur accorde une aide trop généreuse ; ces même pays, en l'occurrence, critiquent une ingérence trop importante des pays du nord. On pourrait ajouter nombreux motifs de division interne, mais ils sont tous coûteux en énergie. Ce serait formidable si cette énergie pouvait être utilisée afin de discuter d'une stratégie européenne commune. Le renouvellement de l'Union Européenne est notre plus grand projet. Si cela réussissait, le reste du monde, beaucoup plus grand, dresserait l'oreille. Et ce reste du monde - beaucoup plus grand - ne pourrait pas continuer à penser que nous sabotons toujours nos chances dans nos querelles.

Bien sûr, nous pouvons aussi attendre que le changement climatique, le terrorisme ou aussi simplement le défi migratoire poussent l'Europe à nouveau vers des solutions qui reflèteraient nos divergences. Ou alors nous pouvons laisser les États-Unis prendre le dessus sur notre agenda.

En revanche, nous pouvons choisir l'autre chemin, celui qui nous pousserait à agir, qui serait plus astreignant mais aussi plus prometteur, sur lequel nous façonnerions une Europe commune qui nous rendrait fiers tous ensemble : une Europe unie, démocratique, forte et souveraine ; un espace de paix, et de liberté ; une Europe qui « nous protège et nous donne un avenir », selon les

termes du discours de la Sorbonne. C'est pour cette Europe-là que nous voulons livrer bataille.

Cette Europe ne sera jamais complètement achevée, le travail ne sera jamais terminé. Reprenant une nouvelle fois le discours de la Sorbonne : le « Sisyphe européen » est obligé d'accepter son devoir. Ce qui veut dire : nous, nous tous ensemble.

Monsieur le Président, le Directoire de la Société pour la remise du Prix international Charlemagne et la ville d'Aix-la-Chapelle souhaitent vous encourager à continuer à donner de la voix pour cette nouvelle Europe. Nous vous souhaitons toute la force nécessaire pour faire aboutir ce projet. Nous désirons particulièrement – pour vous et pour nous tous – de nombreuses contributions constructives venant de toutes les parties de l'Europe. Car il s'agit de rechercher avec vous des points de convergences pour élaborer une stratégie d'avenir pour l'Europe.

Aix-la-Chapelle se propose d'être une plate-forme pour des échanges ouverts. Le fait que la chancelière de la République fédérale d'Allemagne saisisse à présent l'occasion d'apporter sa contribution au débat sur le renouveau de l'Union Européenne, revêt pour nous une importance particulière.

Madame Merkel, nous sommes heureux de vous entendre à présent.

Et nous vous remercions chaleureusement.